

le peuple souverain...

Les mobilisations populaires de ces derniers jours démontrent l'immense colère sociale contre l'augmentation continue du coût de la vie, la stagnation des salaires et des pensions, le démantèlement de l'ensemble des services publics et un avenir désespérant.

Le gouvernement sourd et aveugle face aux difficultés du quotidien, aux sombres horizons, se cantonne à la répression et présente son pire projet de loi de finance. Ces manifestations transgénérationnelles, rassemblent travailleurs du public comme du privé, étudiants, lycéens et retraités dans une même volonté de mettre un coup d'arrêt aux politiques réactionnaires qui font tant de mal à notre pays.



Au cœur des manifestations

Les revendications des manifestants portent l'aspiration commune à vivre mieux, à construire un avenir collectif. Qu'une levée en masse de cette importance se produise quelques mois seulement avant le scrutin présidentiel, confirme la perte de légitimité de l'exécutif et la défiance du pays envers toutes les formes de sa représentation politique traditionnelle. Il est très symbolique que l'école – à la fois colonne vertébrale de la République et instance déterminante pour l'avenir de la nation – se retrouve au cœur de l'explosion en cours.

Par sa longueur, sa massivité, son extension régulière à de nouveaux établissements, jusque dans les zones

rurales du pays, le mouvement des lycées et collèges revêt une dimension véritablement historique. Au-delà, dans la mesure où le devenir de l'école et de notre jeunesse s'avère indissociable de celui de la France, de la formation de ses forces vives de demain, du nouveau modèle de développement que requiè-

rent l'immensité des demandes sociales insatisfaites autant que le besoin d'une transition écologique.

Une république refondée

Le redressement social et écologique du pays nécessite des réponses structurelles aux problèmes de pouvoir d'achat et d'emploi. Des

objectifs d'accroissement des recettes de l'État et de création des richesses nouvelles doivent être définis. La souveraineté, industrielle, énergétique, écologique ou alimentaire, du pays doit prévaloir sur le renoncement face à la soif de profitabilité à court terme d'actionnaires avides. Enfin une République refondée, qui protège le grand nombre de la cupidité des marchés, qui ouvre aux citoyens (jeunes et moins jeunes) autant qu'aux travailleurs de nouveaux droits à contrôler et décider, qui prenne en mains les grands leviers de commande, et recouvre le courage de planifier un développement au service de l'intérêt général.

Voilà les projets que portent les communistes, changer la société, ouvrir la voie à une nouvelle civilisation.

Daniel Junker

DANS CE NUMÉRO

- SPLFSS 2027: guerre sociale page 2
- Carte vitale : attention à l'utilisation et aux arnaques page 3
- AGIRCARRCO : un système de retraites digne du XXI^e siècle est un projet de civilisation page 4

s'avance

guerre sociale

La guerre sociale du président Macron et de son gouvernement s'amplifie. Leur *Projet de loi de Financement de la sécurité sociale* (PLFSS) vise, par des mesures d'artifice, à réduire le déficit de 21.8 MD € en 2026 à 12.7 MD € en 2027. Bien sûr, ils font peser l'effort sur les malades, les retraités et les familles, en épargnant pour l'essentiel les grandes entreprises qui ont pourtant versé 61 MD € de dividende aux actionnaires rien que pour le 1er trimestre 2026.

Nombre de reculs étaient déjà entérinés avec la parution de divers décrets concernant les franchises médicales et les participations forfaitaires, où le plafond augmente de 40%, le déremboursement de nombreux médicaments et la non prise en compte de certains trajets sanitaires.

Pour point d'orgue de cette cure d'austérité budgétaire, le gouvernement a limité l'augmentation de l'objectif national de l'assurance maladie (ONDAM) à 2%. Cela représente 278.7 MD €, alors que les besoins de santé augmentent structurellement de 3.4% par an. La fédération CGT de la santé estime le besoin réel à 10 % pour sauver l'hôpital public.

5 MD € d'économies sur la santé

Ce sont des moyens importants pris sur les patients et les assurés, notamment 2 MD € prélevés sur les arrêts de travail. Cette politique sanctionne brutalement les droits en ramenant, par exemple, la durée maximale d'indemnisation des affections de longue durée (ALD) non exonérantes de 3 ans à un an. Cette fureur austéritaire s'exerce contre les retraités et les familles en prélevant 5 MD € sur les pensions.

Le gouvernement bloque la revalorisation des retraites supérieures au minimum contributif (MICO), à 2 034 euros, et instaure une sous-

indexation et un gel des pensions supérieures à 1250 € par mois, ciblant 2/3 des retraités qui vont dès lors connaître une perte de niveau de vie irréversible sur le long terme.

Pour les femmes, cette mesure aggrave une paupérisation structurelle

Alors que les pensions des salariés non-cadres ont déjà diminué de 6,5% en euros constants entre 1999 et 2024 selon la DREES. Par exemple, une retraitée percevant une pension globale de 1500 €/mois subissant un gel au lieu d'une revalorisation à 1,7% perd 25 €/mois, soit 300 € dès la première année. Cette perte est définitive et cumulative, les revalorisations futures repartant du niveau gelé à 1500 €.

De plus, le PLFSS 2027 entérine par décret, le recentrage de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) pour économiser 250M€ sur les dépenses d'APA à domicile soit environ 53% de la dépense totale. Pour une personne âgée vivant à domicile avec 2 300 € de revenu et 500 € de plan d'aide, la mesure entraîne une hausse du reste à charge de 36 € par mois, soit 432€ par an,

Dans le même temps, la branche Famille se voit siphonnée de 1,3 MD € pour financer les indemnités maternité de la branche maladie, tandis que l'allocation de rentrée scolaire est amputée de 600 M € et que les prestations familiales sont gelées.

L'article 37 conditionne l'accès aux prestations familiales à au moins un an de détention d'un titre de séjour pour les travailleurs étrangers extra-UE, reprenant ainsi une mesure xénophobe de préférence nationale directement inspirée du programme du RN. Cette disposition concernerait 110 000 personnes dont 30 000 enfants. Pour un rendement dérisoire (1,8 M€ sur les allocations familiales et 60 M€ sur les APL), elle romprait avec le principe d'universalité de la Sécurité sociale.

Face à cette détérioration organisée, le PCF rappelle que les moyens financiers existent, c'est une question de choix politique. Nous exigeons une sécurité sociale intégrale financée à 100% par du salaire socialisé, géré par et pour les travailleurs.

Daniel Blache



attention à l'utilisation et aux arnaques

La carte Vitale a facilité à l'origine l'accès aux soins médicaux, elle évite dans beaucoup de cas de faire l'avance des frais médicaux. Depuis sa mise en place en 1998, la Sécurité sociale est mise à mal par les gouvernements successifs qui restreignent les remboursements de médicaments, laisse un reste à charge aux patients pour chaque acte médical et le gouvernement actuel en rajoute. Les cotisations patronales sont réduites et le déficit est la faute des usagers.

Un système d'escrocs

Mais un système d'escroquerie se met en place par des professionnels de santé « indéliçats » (Centres de santé, pharmacies, cliniques pri-

vées...) des prestations non effectuées sont facturées à la Sécurité sociale, par exemple facturation de radios non faite par le dentiste, facturation d'un médicament non pris chez le pharmacien, etc.

Quelques centres dentaires ont été fermés après des contrôles effectués par la Sécurité sociale mais les usagers des services de santé doivent faire l'effort de contrôler sur le site internet de la Sécu que ce qui est versé correspond bien aux prestations réalisées, d'autant que cela a aussi un coût pour les patients, les prélèvements – franchises médicales – de 0.50 € ou 1 € se retrouvent comptabilisés sur notre compte et débités lors des remboursements des frais médicaux lorsque l'on a acquitté une facture.

Restituer les moyens à la Sécurité sociale

Ces fraudes représentent plusieurs centaines de millions d'euro. Il s'agit de vol, la vigilance s'impose. Gouvernement et Sécurité sociale se doivent de se donner les moyens pour condamner ses fraudeurs et restituer les finances volées aux caisses de Sécurité sociale.

Michel Bruneau



un système de retraites digne du XXI^e siècle est un projet de civilisation

Il n'y a pas que l'exercice physique et le vivre ensemble qui maintiennent les « personnes âgées » en train. Il y a aussi les moyens de vivre décemment. Cela, ce sont des conquies, gravement mis en cause aujourd'hui, comme si l'allongement de la durée de vie, et de vie en bonne santé, était devenu une malédiction sociale.

Le PCF propose une autre vision de la société, une autre philosophie

La retraite doit être vue comme une période de vie après le travail, marquée par des activités libres, émancipatrices et contributives à la société sous diverses formes. Nous voulons une nouvelle civilisation.

Une civilisation où la retraite est un nouveau moment positif dans la vie – alors qu'à l'opposé l'âge de départ effectif se rapproche dangereusement de l'espérance de vie en bonne santé. Mais aussi une société où les retraités sont un apport à cette société, au développement des activités sociales.

Mobilisation contre le blocage des pensions

Quelque 14 millions de retraités perçoivent une pension de l'AGIRC-ARRCO. Depuis novembre

2025, le niveau de ces retraites complémentaires est gelé sur injonction du patronat. 22 000 cartes pétitions UCR-CGT reprenant l'ensemble des revendications des retraité·es ont été déposées auprès de la présidence de l'Agirc Arrco.

Ce 14 octobre, plus de 10 000 retraité·es se sont mobilisé·es dans 80 rassemblements sur l'ensemble du territoire pour exiger la revalorisation des retraites complémentaires.

Pour 2026, le patronat voulait ne pas revaloriser les pensions à la hauteur de l'inflation. Il a proposé 1.2%. La mobilisation l'a contraint à accorder 1.4%. Pour des millions de pensionnés, cela constitue un nouveau recul insupportable du pouvoir d'achat, déjà très maigre. Car, dans le même temps, les factures d'électricité, de gaz, les mutuelles, les assurances, les carburants continuent de flamber !

Par ailleurs, les caisses de l'AGIRC-ARRCO ne sont pas vides, puisqu'elles assurent encore l'équivalent de 14 mois de réserve (116.6 milliards €).

Fabien Roussel, candidat communiste à l'élection présidentielle, propose une autre logique

- L'augmentation sensible des pensions de base pour qu'aucune d'entre elles ne soient inférieures au SMIC.
- Une modulation des cotisations patronales qui pénalisent notamment les grandes entreprises qui s'en prennent à l'emploi et aux salaires et assèchent ainsi les ressources des caisses de retraites.
- Une cotisation exceptionnelle sur les revenus financiers des entreprises pour qu'elles participent aussi à l'effort d'équilibre financier des caisses de retraites complémentaires.

Voilà ce que devrait être une politique de progrès social, qui n'oppose pas les générations mais partage, équitablement, les richesses créées par le travail, passé ou présent. Ce n'est pas le capital qui crée ces richesses, sans le travail il ne produit rien, il faut toujours se souvenir de ça.

Daniel Junker



Nom, prénom

Adresse

Mail

signature

Pour recevoir *Plein Temps* à l'adresse ci-dessus

je verse..... euros

Découper et adresser à :
PCF/Collectif Activité en direction des retraité·es
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19

pour recevoir *Plein Temps* par la poste

Édition trimestrielle, *Plein Temps* est élaboré par le collectif *Activité en direction des retraité·es* du PCF. Il est transmis via internet.

Toutefois, nombre de **lecteurs et lectrices, retraité·e-s ou pas**, souhaitent recevoir un exemplaire papier chez eux. C'est possible, en nous faisant parvenir son adresse (*bulletin ci-contre*) et un chèque de 10 euros minimum qui couvrira les frais d'envoi pour un an.

Nous appelons les abonnés à renouveler leur aide chaque année.